



Arrêtons la répression que mène le gouvernement de Duterte contre les défenseurs et défenseuses des droits de l'homme et leurs organisations !

Déclaration d'IBON International
12 mars 2018

IBON International s'associe à plusieurs organisations aux Philippines et dans le monde pour dénoncer les agissements du gouvernement de Duterte qui accuse des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme ainsi que des membres d'organisations de la société civile d'être des « terroristes ».

Le ministère philippin de la Justice a déposé une requête devant un tribunal de Manille afin de répertorier plus de 600 individus en tant que « terroristes ». Cette requête s'inscrit dans les tentatives du gouvernement pour classer le Parti communiste des Philippines (PCP) et la Nouvelle armée du Peuple (NPA en anglais) en tant qu'« organisations terroristes », quelques mois après que le gouvernement a interrompu de façon unilatérale le processus de paix avec le Front démocratique national des Philippines (NDFP en anglais).

Parmi les personnes faussement accusées se trouve Beverly Longid, membre du conseil d'administration d'IBON International, coprésidente du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement et coordinatrice mondiale du Mouvement international pour l'autodétermination et la libération des peuples autochtones (IPMSDL en anglais). D'autres personnes sont incluses dans cette liste qu'un avocat des droits de l'homme a qualifiée de « chasse aux sorcières brutale » et de « concoction étrange » rassemblant des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, mais aussi des responsables philippins de l'ONU.

Ardente défenseuse des droits des peuples autochtones, Beverly Longid est membre de SANDUGO, un mouvement philippin pour l'autodétermination des minorités nationales, et la coordinatrice du Réseau des peuples autochtones d'Asie sur les industries extractives et l'énergie (AIPNEE en anglais). Elle a participé à des séances de l'Organisation des nations et des peuples non représentés (UNPO en anglais) et à de nombreux processus de l'ONU, tels que l'Instance permanente sur les questions autochtones et le programme de développement durable pour l'après-2015. Par sa présence dans le conseil d'administration d'IBON International, Beverly Longid nous rappelle dans notre travail que le droit à l'autodétermination vaut autant que tous les droits sociaux, culturels et économiques.

Les accusations à l'encontre de Beverly Longid et d'autres défenseurs et défenseuses des droits de l'homme cherchent à discréditer leur rôle crucial dans la promotion des droits des peuples et la recherche d'un développement réel. Les personnes qui figurent sur cette liste constituent la dernière cible en date des attaques constantes du gouvernement contre les défenseurs et les défenseuses des droits de l'homme, tous et toutes représentant de manière générale des voix critiques réelles ou perçues de son autoritarisme grandissant.

En établissant cette liste, le gouvernement et son appareil sécuritaire notoire cherchent à faire taire les voix des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme ainsi que des travailleurs et travailleuses d'organisations de développement. Cet appareil inclut une force policière lourdement impliquée dans la sanglante « guerre contre la drogue » du gouvernement. Des forces militaires et paramilitaires ont également participé à des exécutions extrajudiciaires de chefs de file autochtones,

et à de récents cas de torture.^[i] En d'autres termes, ces forces sont à l'origine d'un terrorisme d'État qui s'est répandu dans le pays.

Les allégations reposent sur la loi de 2007 sur la sécurité des personnes que les organisations internationales des droits de l'homme et les mouvements sociaux aux Philippines ont jugée dangereuse dès son adoption. Même Harry Roque, aujourd'hui porte-parole fidèle du gouvernement, avait averti, en 2007, des menaces que représentait cette loi, au vu de sa définition floue du « terrorisme ».^[ii]

Cette liste de fausses accusations « terroristes » intervient alors que d'autres faits alarmants concernant les droits civils et politiques surviennent dans le pays, tels que la signature par Rodrigo Duterte d'une récente loi (loi de la République n° 10973) qui autorise la police à contraindre des individus à témoigner et à livrer des documents.

Le gouvernement actuel est déjà tristement célèbre sur le plan international pour sa « guerre contre la drogue » qui n'est autre qu'une guerre contre les pauvres. Le gouvernement de Duterte est-il terrifié à l'idée que des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme exposeront davantage le mépris des droits des personnes pauvres et marginalisées des Philippines ? Se méfie-t-il des travailleurs et travailleuses d'organisations de la société civile, y compris de développement, qui révéleraient que la pauvreté croissante est le fait de la stricte obéissance étatique aux politiques néolibérales discréditées ?

IBON International exprime son soutien aux défenseurs et défenseuses des droits de l'homme faussement accusés d'être des « terroristes ». Nous appelons les habitants des Philippines et la communauté internationale à se montrer encore plus vigilants face aux tours de passe-passe du gouvernement pour faire taire la voix du peuple.

Nous demandons à nos ami(e)s et allié(e)s de faire entendre leurs voix contre de telles accusations infondées et dangereuses et de s'élever contre le rétrécissement des espaces dévolus à la société civile dans le pays.

Nous exhortons le gouvernement de Duterte et le ministère de la Justice à annuler ces accusations fondées sur des prétextes sécuritaires et notamment sur la loi problématique sur la sécurité des personnes. Nous demandons au gouvernement qu'il arrête sa « guerre contre la drogue », les exécutions de membres des communautés paysannes et autochtones, ainsi que sa politique économique contraire au développement, dont les effets sont dévastateurs pour les personnes pauvres et marginalisées et créent davantage d'injustices.

Le militantisme n'est pas terrorisme ! Arrêtons la criminalisation des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme ! Battons-nous contre la tyrannie !

[i] IBON International and International Coalition for Human Rights in the Philippines. 2018. *Duterte Killings Continue: State Terror and Human Rights in the Philippines*.

<http://www.iboninternational.org/resources/17/12/01/duterte-killings-continue-state-terror-and-human-rights-philippines> (en anglais).

[ii] JURIST. 2007. "The Philippines Human Security Act violates international law."

<http://www.jurist.org/hotline/2007/10/philippines-human-security-act-violates.php> (en anglais).